

Iran : mise en danger des personnes kurdes actives sur le plan politique

Recherche rapide de l'analyse-pays

Berne, le 27 septembre 2018

Cette recherche repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail : info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP dons: 10-10000-5

Version disponible en français et allemand

COPYRIGHT

© 2018 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

1 Introduction

Les questions suivantes ont été tirées d'une demande adressée à l'analyse-pays de l'OSAR :

1. Comment se comportent les autorités iraniennes vis-à-vis des personnes kurdes soupçonnées de soutenir l'indépendance du Kurdistan ou de mener des activités politiques en Iran ?
2. Un procès équitable est-il garanti en Iran pour les personnes kurdes accusées de mener des activités politiques ?
3. Source sanction risque une personne kurde arrêtée en raison de ses activités politiques ?
4. À Sources sanctions s'exposent les déserteurs ?

Les informations reposent sur une recherche limitée dans le temps (recherche rapide) dans des documents accessibles publiquement actuellement à disposition de l'OSAR, ainsi que sur des renseignements d'expert-e-s.

2 Mise en danger des personnes kurdes actives sur le plan politique

Service secret, Gardiens de la révolution et police présents dans les régions kurdes ; surveillance. Selon un rapport du *Danish Refugee Council* (DRC) et du *Danish Immigration Service* (DIS) datant de 2018, le service secret et la police sont présents dans les régions kurdes d'Iran. Les Gardiens de la révolution aussi, dans une certaine mesure. Quelques personnes et groupements kurdes feraient l'objet d'une surveillance permanente. D'une manière générale, les gens en Iran – et cela ne concerne pas que les Kurdes – sont conscients qu'ils peuvent être surveillés par les autorités (DRC/DIS, 2018). Un professeur d'une université danoise a déclaré au DRC/DIS (2018) que c'est probablement le cas des personnes actives sur les réseaux sociaux dans les régions kurdes.

Des interrogatoires et des arrestations sont possibles dès que quelques personnes kurdes se réunissent. *Amnesty International* a indiqué au DRC/DIS (2018) qu'il suffit que quelques personnes kurdes se réunissent pour attirer l'attention des autorités. Ces réunions sont susceptibles d'entraîner des interrogatoires et des arrestations. Parfois même des poursuites pénales (DRC/DIS, 2018).

Les personnes kurdes soupçonnées de mener des activités politiques ou de soutenir l'indépendance deviennent la cible des autorités. Le rapport du DRC/DIS (2018) relève, en se référant à plusieurs sources, que les personnes kurdes qui s'engagent sur le plan politique ou qui sont mises en lien avec des activités politiques peuvent devenir la cible des autorités iraniennes. D'après le même rapport, c'est également le cas des personnes kurdes partisans de la création d'un État kurde indépendant ou soupçonnées de l'être (DRC/DIS,

2018). D'après les indications fournies au DRC/DIS par une *personne de contact d'une ambassade occidentale à Téhéran* (2018), les autorités iraniennes persécutent les personnes kurdes en lien avec les partis séparatistes kurdes traditionnels qui prônent l'indépendance et mènent des activités anti-étatiques, par exemple le Komala, le KDPI et le PJAK. *Amnesty International* a indiqué au DRC/DIS (2018) que les autorités iraniennes réagissent de façon particulièrement sensible aux activités kurdes en lien avec la revendication d'un État kurde indépendant ou d'une plus grande autonomie des territoires kurdes et ce, même quand ces activités sont pacifiques. D'après la même source, il est difficile de dire quand le seuil critique est franchi avec ce genre d'activités et pourquoi les autorités interviennent dans certains cas. Un professeur d'une université danoise a déclaré au DRC/DIS (2018) que des familles, des particuliers et des tribus soupçonnés de soutenir les droits des femmes, les droits kurdes ou l'indépendance peuvent devenir la cible des autorités. Selon les indications faites au DRC/DIS (2018) par la source anonyme, une personne kurde qui ne serait pas active sur le plan politique et qui n'aurait aucun proche profilé sur la scène politique ne risque guère de tomber dans le collimateur des autorités. Mais la personne en question pourrait éveiller l'attention des autorités si elle s'adonne à des activités sociales ou culturelles.

Persécution des Kurdes actifs sur le plan politique. Dans son compte rendu du 12 mars 2018, la *rapporteuse spéciale des droits humains en Iran de l'ONU* se montre préoccupée par les rapports affirmant que des personnes kurdes ont été persécutées, arrêtées et condamnées à mort à cause de leur appartenance politique. Toujours d'après les informations en possession de la *rapporteuse spéciale de l'ONU* le 31 octobre 2017, près de 1800 personnes kurdes ont ainsi été incarcérées, parce qu'elles avaient été accusées d'activités très diverses parmi les Sources figurait notamment la célébration des résultats du référendum au Kurdistan irakien voisin. Elles sont 114 à avoir été accusées de crimes politiques ou d'atteinte à la sécurité. Selon la même source, il s'agit souvent d'activités citoyennes ou de l'affiliation à des partis politiques kurdes (HRC, 2018).

Des procès équitables ne sont pas garantis. La *personne de contact A experte du système judiciaire et de la situation des droits humains en Iran* a indiqué à l'OSAR en date du 26 septembre 2018 que le déroulement des procès pose sérieusement problème en Iran et qu'on a difficilement accès à un procès équitable. Dans son rapport de 2018 qui s'appuie sur plusieurs sources, l'*UK Home Office* signale également qu'en Iran, les procès équitables ne sont pas garantis, en particulier pour les affaires politiques. Les procès débouchant sur la peine de mort se déroulent systématiquement de façon déloyale. Les tribunaux iraniens, en particulier les tribunaux révolutionnaires, instruisent régulièrement des procès inéquitables et admettent comme preuves les aveux extorqués sous la torture. Il arrive que les accusés ne puissent pas choisir librement leur représentant juridique (*AI-Monitor* ; *UK Home Office*, tous deux en 2018). En même temps, les représentant-e-s juridiques des personnes accusées d'infractions politiques ou d'atteintes à la sécurité sont intimidés et menacés. Les représentant-e-s juridiques des militant-e-s font eux-mêmes l'objet de poursuites et leurs familles sont menacées (*AI-Monitor*, 2018).

Selon l'estimation d'une personne de contact, les personnes concernées risquent un procès déloyal. Selon une estimation faite le 25 septembre 2018 par la personne de contact *B experte de la situation des droits humains en Iran*, une personne kurde soupçonnée d'activités politiques ou de soutien aux revendications d'indépendance risque un procès déloyal, si elle est arrêtée en Iran.

Diverses indications sur la sanction possible, pas de norme, la sanction varie en fonction du tribunal et des juges. Selon les indications qu'une *source anonyme* a transmises au DRC/DIS (2018), une action politique unique n'entraîne généralement pas de sanction. La peine dépend en outre du type d'activité. Si une personne est attrapée pendant qu'elle se livre à une autre activité qui peut être considérée comme séparatiste ou d'opposition, elle doit s'attendre à des conséquences terribles et sera très vraisemblablement arrêtée. Pendant la détention, la personne peut en outre être accusée d'autres « délits » fabriqués. Il arrive par exemple que de la drogue soit placée dans son appartement. Si le ou la militant-e politique kurde accusé poursuit ses activités, il ou elle encourt une peine d'emprisonnement allant de six mois à trois ans. S'il s'agit de militants politiques très en vue, ils risquent d'être accusés d'espionnage. Enfin, il n'y a, selon la même source, pas de normes pour l'accusation et la sanction qui varient en fonction du tribunal et des juges. La source a déclaré n'avoir eu connaissance d'aucun cas où des militant-e-s politiques kurdes auraient été accusés uniquement à cause d'une activité politique de bas niveau telle que la distribution de tracts. Le réquisitoire contient en général plusieurs chefs d'accusation. Une poursuite des activités politiques entraînerait une accusation. Il semble que l'agenda politique du moment joue aussi un rôle. La sanction serait ainsi plus ferme avant les élections (DRC/DIS, 2018).

La *personne de contact A experte du système judiciaire et de la situation des droits humains en Iran* a indiqué à l'OSAR en date du 26 septembre 2018 que de larges chefs d'accusations à la formulation souvent vague sont lancés contre défenseurs et défenseuses des droits politiques ou civils. Notamment les tristement célèbres « *Mohareb* » (déclaration de guerre contre Dieu) et « *Efsād fel-Arz* » (corruption sur terre). La peine de mort peut être décrétée pour ces deux chefs d'accusation. Voici d'autres chefs d'accusation souvent utilisés pour engager des poursuites pénales contre des personnes actives sur le plan politique ou au niveau des droits civils :

- « *rassemblement et collusion en vue de porter atteinte à la sécurité nationale* » (article 610 du Code pénal islamique), un délit qui peut être puni de deux à cinq ans d'emprisonnement ;
- « *appartenance à un groupe ayant pour but de perturber la sécurité nationale* » (article 499 du Code pénal islamique), un délit qui peut être puni de trois mois à cinq ans d'emprisonnement ;
- « *diffusion de propagande contre le système* » (article 500 du Code pénal islamique), un délit qui peut être puni de trois mois à un an d'emprisonnement ;
- « *collaboration avec un gouvernement hostile* » (article 508 du Code pénal islamique), un délit pouvant entraîner une incarcération d'un à dix ans quand il n'est pas interprété en tant que « *Mohareb* » et
- « *offense aux sanctuaires musulmans* » (article 513 du Code pénal islamique), un délit pouvant entraîner une peine de un à cinq ans de prison.

Selon l'appréciation de la *personne de contact A experte du système judiciaire et de la situation des droits humains en Iran*, les activités politiques des partis kurdes en Iran rendent situation très délicate dans les régions kurdes. Même les activités légales de défense des droits civils seraient considérées par les autorités comme des cas politiques touchant la sécurité.

Selon la personne experte, il est difficile d'évaluer la sanction encourue. De l'avis de la *personne de contact B experte de la situation des droits humains en Iran*, il y a un large éventail de sanctions possibles pour une personne kurde soupçonnée d'activités politiques. Il se peut par exemple que les intéressé-e-s risquent la peine de mort, s'ils sont accusés de

« *Mohareb* » ou d'un crime violent. Mais en général, on leur reproche des faits plus graves que la simple distribution de tracts. D'après la *personne de contact B*, il est important d'évaluer sur quels chefs d'accusation débouchent les activités politiques présumées et Source sanctionne la personne concernée, notamment quand la personne ne s'est encore jamais retrouvée dans le collimateur de la justice.

Les activités politiques en exil peuvent avoir des répercussions sur la sanction possible. Si une personne kurde a mené des activités politiques en Europe, cela aura des répercussions sur la sanction qui peut lui être infligée en Iran, selon les indications fournies au DRC/DIS par une *source anonyme* (2018). Les propos critiques au sujet de la liberté politique en Iran diffusés sur des blogs ou d'autres médias en ligne ou la transmission d'informations à des médias étrangers peuvent par exemple avoir une incidence sur la peine. D'après la même source, la sanction, la sévérité des peines ou d'autres mesures des autorités dépendent toutefois du contenu et de la forme des activités à l'étranger, ainsi que du degré de militantisme politique de la personne concernée après son retour en Iran (DRC/DIS).

Au moins 64 personnes kurdes exécutées en 2017. Selon les indications de la *rapporteuse spéciale des droits humains en Iran de l'ONU*, au moins 64 détenus kurdes ont été exécutés en 2017 (HRC, 2018).

Torture et mauvais traitements très répandus dans les prisons iraniennes. Selon les indications qui figurent dans le rapport de l'*US Department of State* (USDOS) d'avril 2018, le recours à la torture physique et psychique dans le but d'extorquer des aveux est très répandu en Iran, notamment en détention préventive. D'après la même source, il y a ainsi des rapports crédibles signifiant que les forces de sécurité et le personnel carcéral maltraitent et torturent des détenus. Les méthodes de torture incluent les menaces de viol et d'exécution, des « *tests de virginité et de sodomie* » pratiqués sous la contrainte, la privation de sommeil, des électrochocs, des brûlures, des positions d'inconfort (*pressure positions*), ainsi que des coups violents et répétés. *La rapporteuse spéciale de l'ONU en Iran* a fait référence à des rapports sur des détenus qui avaient été exposés à des extorsions, des coups et d'autres maltraitements physiques. D'après les dires des organisations de défense des droits humains, plusieurs prisons en Iran infligeraient des tortures cruelles et persistantes à des opposant-e-s politiques du gouvernement. Elles citent notamment la prison Evin à Téhéran et la prison Rajai-Shahr à Karaj, tout en précisant qu'il y a aussi des prisons et des centres de détention secrets non officiels en dehors du système carcéral national. Des rapports font également état de mauvais traitements dans ces centres non officiels (USDOS, 2018).

Torture, refus d'une assistance médicale ou de la visite de proches : cas documentés concernant des personnes kurdes. D'après *la rapporteuse spéciale en Iran de l'ONU*, les représentant-e-s des autorités ont torturé ou maltraité en 2017 au moins 16 personnes kurdes incarcérées pour des raisons politiques. Tandis que 15 personnes kurdes auraient été privées de la visite de leurs proches, 15 autres n'auraient reçu aucune assistance médicale en prison. L'état de santé de Zeynab Jalalian est par exemple préoccupant. Cette femme purge une peine de prison à vie en raison de sa prétendue appartenance à un groupement illégal (HRC, 2018).

Selon l'estimation d'une personne de contact, les personnes concernées risquent la torture. Selon l'estimation faite le 25 septembre 2018 par la *personne de contact B* experte de la situation des droits humains en Iran, les personnes kurdes soupçonnées d'activités

politiques ou de soutien aux efforts d'indépendance risquent d'être torturés lors de leur arrestation.

3 Désertion

En Iran, le service militaire est obligatoire pour les hommes à partir de 18 ans. En Iran, le service militaire est obligatoire pour tous les hommes à partir de 18 ans (CIA, juillet 2018, indications de 2012). Ceux qui effectuent un service volontaire peuvent y entrer dès l'âge de 16 ans. L'âge minimum est fixé à 17 ans pour travailler dans les établissements pénitentiaires et à 15 ans pour entrer dans la milice Bassidji. D'après *The Guardian*, les hommes iraniens doivent effectuer 21 mois de service militaire dans l'une des trois divisions militaires : la police, les Gardiens de la révolution ou l'armée (*The Guardian*, 23 juillet 2015).

Désertion. La désertion n'est pas spécifiquement mentionnée dans le code pénal iranien de 1996 (*code pénal islamique de la République islamique d'Iran*, juillet 2013 ; voir aussi WRI, avril 1998). L'article 504 du code pénal islamique iranien de 1996, qui a été mis à jour en janvier 2012, y fait toutefois allusion (*code pénal islamique de la République islamique d'Iran*, juillet 2013). Toute personne qui réussit à encourager des combattants ou des membres des forces de combat à la rébellion, à la désertion, à la capitulation ou au refus d'ordre dans l'intention de renverser le gouvernement ou de vaincre les forces de combat nationales passe par conséquent pour « *Mohareb* » (WRI, avril 2018). Si une personne commet de tels actes sans poursuivre les intentions susmentionnées, elle est passible d'une peine d'emprisonnement allant de deux à dix ans. Si son action n'est pas couronnée de succès, la personne est passible d'une peine d'emprisonnement allant de six mois à trois ans.

Les personnes qui ne donnent pas suite à la convocation au service militaire passent également pour des déserteurs (WRI, avril 1998).

En cas de désertion, la peine dépend de plusieurs facteurs. D'après le Ministère néerlandais des affaires étrangères (décembre 2013), la peine prévue en cas de désertion dépend des circonstances de la désertion : si elle a lieu en temps de guerre ou en temps de paix, si la personne était au service ou exemptée, si la personne a déserté avec ou sans armes, munitions et/ou équipement militaire, si le cas relève de la juridiction d'un tribunal militaire (en temps de paix) ou d'un tribunal de guerre militaire (*krijgsraad militaire*) (en temps de guerre), ainsi que du type de tâche ou de mission. Le Ministère néerlandais des affaires étrangères ignore si, dans la pratique, les autorités iraniennes vont effectivement jusqu'à lancer des poursuites pénales afin de réprimer les objecteurs de conscience et les déserteurs (décembre 2013).

Peines prévues pour les personnes qui font momentanément partie des forces de combat (les personnes accomplissant leur service militaire). Selon un article du réseau pacifiste et antimilitariste *War Resisters' International* (WRI) daté d'avril 1998, le retrait du service militaire et la désertion sont sanctionnés en fonction de la loi sur les peines pour crimes concernant les forces de combat de 1992. Cette loi prescrit différentes peines pour les personnes membres à vie ou pour une durée limitée des forces de combat (WRI, avril 1998). Les personnes qui accomplissent leur service militaire encourent par conséquent les peines suivantes : une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans et/ou une prolongation de douze mois du service militaire en cas d'absence non autorisée d'une durée de plus de 15 jours

sans motif valable. La désertion est punie d'une peine d'emprisonnement de deux à douze mois, si le déserteur se rend volontairement à la police.

Les personnes qui ont déserté ou qui sont parties à l'étranger sont sanctionnées à leur retour en Iran. Selon un rapport établi par une mission d'enquête du *Danish Immigration Service* (DIS) et du *Danish Refugee Council* (avril 2009), une personne ayant déserté l'armée et quitté le pays doit poursuivre le service militaire à son retour en Iran si elle a moins de 40 ans (DIS et DRC, avril 2009). Si la personne a plus de 40 ans lors de son retour en Iran, elle reçoit une amende et peut être incarcérée, selon une décision arbitraire.

Mauvais traitements et « cliniques politiques » pour les réfractaires aux ordres et les membres des Gardiens de la révolution ayant déserté. Un renseignement antérieur de l'OSAR datant de 2013 précise, en se référant à plusieurs sources, que des membres de la direction des Gardiens de la révolution menacent les intéressés de sanctions sévères en cas de désertion et de refus d'ordre. Ces sanctions incluraient aussi les « cliniques politiques » qui traitent les « maladies psychiques politiques » des membres fautifs des Gardiens de la révolution et des Bassidjis. Le même rapport fait également état de tortures infligées aux membres « fautifs » des Bassidjis.

4 Source

AI-Monitor, 2018:

Today, Iran's lawyers face countless restrictions and obstacles in performing their work, though the Iranian constitution is clear on citizens' rights to a fair trial, which naturally requires that lawyers be independent and unafraid to provide their clients with strong legal representation. The Iranian authorities have increasingly used policies and laws that run contrary to international norms and standards to undermine the independence of lawyers — including even preventing them from attending court hearings.

Iranian lawyer Hossein Ahmadi Niyaz, who has represented many political and security prisoners over the years, believes that representation by a competent and independent lawyer has become a serious challenge in the Iranian system. He told AI-Monitor, "On the one hand, Article 48 of the Criminal Procedural Code restricts the choice of lawyers in political and security cases, which is in breach of free access to legal representations. On the other hand, the intimidation and threats against lawyers not to defend those accused of political and security offenses fairly in the courts and the media is in breach of the principle of independence of lawyers." According to the article, defendants in cases of security and political offenses may use only lawyers who have been pre-selected — and thus preferred — by the judiciary. Legal experts widely agree that this a flagrant violation of the right to freely choose one's own attorney. (...)

Lawyers who have defended human rights activists have repeatedly found themselves on the receiving end, being tried for security offenses and allegations that they plotted against national security. Many have been sentenced to lengthy prison terms, barred from leaving Iran or fled their country. Some have given up the profession and retired to private life due to threats and intimidation by the security services, though teaching is not always an option, as many lawyers have been barred from teaching at universities. The families of these lawyers have also been threatened and in some cases beaten and

barred from leaving the country. The result of this situation is that lawyers are not able to defend political prisoners fully, as an axe hangs over their heads at all times.

The impact of these violations is felt not merely by defendants, lawyers and their families. Osman Mozayan, a lawyer who has defended many clients accused of political and security crimes, told Al-Monitor, "Placing restrictions on lawyers will lead to the inhibition of freedom of speech [for all Iranians] and the general public will suffer as a result." The Iranian Bar Association has not been able to adequately shield lawyers from pressure as a result of their work, let alone guarantee their security. The bar association acted more or less independently prior to the 1979 Islamic revolution. Under the Islamic Republic, the authorities have taken measures to undermine the bar association and bring the legal profession under control. A law passed in 1997 gave the Disciplinary Court for Judges the task of approving or rejecting candidates for the bar. And even now, a bill proposed in Parliament would in effect dismantle the bar association and give all licensing powers to the judiciary.» Source: Al-Monitor, Intimidation, persecution of Iranian lawyers won't halt dissent, 21 septembre 2018: www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/09/iran-lawyers-security-cases-prisoners-persecution-rouhani.html.

CIA, 12 juillet 2018:

«Military Branches:

Islamic Republic of Iran Regular Forces (Artesh): Ground Forces, Navy, Air Force (IRIAF), Khatemolaniah Air Defense Headquarters; Islamic Revolutionary Guard Corps (Sepah-e Pasdaran-e Enqelab-e Eslami, IRGC): Ground Resistance Forces, Navy, Aerospace Force, Qods Force (special operations); Law Enforcement Forces (2015)

Military service age and obligation

18 years of age for compulsory military service; 16 years of age for volunteers; 17 years of age for Law Enforcement Forces; 15 years of age for Basij Forces (Popular Mobilization Army); conscript military service obligation is 18 months; women exempt from military service (2012)» Source: CIA, Iran, 12 juillet 2018: www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ir.html.

Code pénal islamique de la République islamique d'Iran, juillet 2013:

«Article 504- Anyone who effectively encourages combatants or those in military forces to rebel, escape, surrender, or disobey military orders, with the intention to overthrow the government or to defeat national forces against the enemy, shall be considered as mohareb; otherwise [if he does not possess the intention] if his acts are effective he shall be sentenced to two to ten years, and if not, to six months to three years' imprisonment.» Source: Code pénal islamique de la République islamique d'Iran, (5ième livre) (publié par Iran Human Rights Documentation Center, IHRDC), 22 mai 1996, dernière modification janvier 2012, 18. Juli 2013: www.iranhrdc.org/english/human-rights-documents/iranian-codes/100000351-islamic-penal-code-of-the-islamic-republic-of-iran-book-five.html.

DRC/DIS, 2018:

« **Kurds asserting their ethnic and religious identity are a target, as well as Kurds engaging in or associated with political activities. Further, Kurds promoting or perceived to be promoting separatism are also a target.** Families, individuals or tribes who are affiliated with women rights are also a target. (...) Middle East Consultancy Services stated that Iranian Kurds are free to celebrate cultural occasions such as Norooz. However, cultural events becoming political are an issue. **Middle East Consultancy Services mentioned as examples shouting political statements or carrying political iconography during the celebrations. Other activities that may trigger the attention of the authorities are gatherings of more than a few people.** The authorities might interrogate the gathered people and arrest or question them without further prosecution, or with subsequent prosecution. This type of interference is intended to discourage people from gathering and to send a signal that the authorities are keeping individuals and groups under surveillance, Amnesty International said. Furthermore, it is reasonable to assume that people active on the social media are under some kind of monitoring by the authorities, an associate professor noted.(...)

14 Meeting with a Western Embassy (3) Tehran, 12 September 2017 (...) **The source said that Kurds with affiliation to the traditional separatist Kurdish parties, Komala, KDPI and PJAK which advocate separatism and anti-state activities, will be persecuted.** With regard to persecution of descendants to politically active parents, the Western embassy (3) stated these descendants typically follow in their parent's footsteps. If someone is caught in a political gathering, he would be arrested because of this background. However, the source underlined that descendants to politically active parents, who have not participated in political activities opposing the official political line, in principle would not face any risk. (...)

Meeting with Amnesty International, London, 3 October 2017 (...) Regarding the presence of the Iranian authorities in the Kurdish areas, Amnesty International stated the **Ministry of Intelligence is present, and to some degree the Revolutionary Guard, too.** The situation is different in Tehran, where the Revolutionary Guard is more present than the Ministry of Intelligence. The source added that the **presence of police increased in Kurdistan in connection with the Iraqi Kurdistan independence referendum of 25 September 2017, due to rallies and gatherings held by people supporting the voting in the neighbouring country.** 19. According to the source, **even when peaceful cultural activities remain purely cultural without a political aspect to them, the authorities can decide to intervene, including intervening in the name of protecting Islam or public decency.** Cultural rights of minorities are routinely violated, contrary to Iran's international obligations. **Amnesty International added Iran is sensitive with regard to activities related to separatism and autonomy, including peaceful activities; the source underscored, however, it is difficult to say when the line is crossed, and why the authorities interfere in specific activities.** 20. **Gatherings of more than a few people will trigger the authorities' attention. The authorities might further interrogate the gathered people and arrest or question them without further prosecution, or with subsequent prosecution.** This type of interference is intended to discourage the ability to peacefully exercise the right to freedom of assembly, and to send a signal that the authorities are keeping **individuals and groups under constant surveillance. Generally, people in Iran, and not only Kurds, know they might be monitored by the authorities.** 21. The source assumed that more men than women were targeted by the authorities.(...)

Meeting with an anonymous source, Tehran, 15 September 2017 (...) Presence and activities of the Iranian authorities in the Kurdish areas in Iran 34. The source stated the Iranian General Security Forces do conduct surveillance in the Kurdish areas. The security forces do not only monitor activities and movements among the Kurdish activists but also their families. When the

General Security Forces notice unusual movements, the involved persons will be summoned and interrogated. The source informed the General Security Forces might make investigations on persons whose family members have strong links with former prominent Kurdish activists. The interrogation will be about affiliation with certain people, travel patterns through the border etc. Sometimes the interrogation will take place just to intimidate people and sometimes it will be to get specific information. If the person interrogated is not high profiled he will probably just be warned and released, but still monitored to see whom he meets with. **A person will not be punished for just one activity; however, the punishment always depends on the type of activity. If the person is caught again in making opposition or separatist activities he could face harsh consequences and most likely be arrested. During the arrest the person could also be accused of other crimes that would humiliate him e.g. drugs placed in his house.** 35. According to the source if a Kurd is not politically active and does not have a politically active family member with a significant profile, it is less probable that he/she might be targeted by the authorities. But if he/she has some other social or cultural activities, he/she might still attract the attention of the authorities. The source stated if the accused Kurdish political activist continues his activities, he might be imprisoned for six months to three years. On the other hand, if he is a prominent political activist, he might risk being accused for espionage. Furthermore, there is no standard for accusation and punishment; it changes from court to court. 37. The source informed the delegation it had never heard about a Kurdish political activist being accused for only one low level political activity such as distribution of leaflets and etc. Usually the indictment includes more than one accusation. 38. A continuation of political activities will result in an accusation. The anonymous source underscored it all depends on the political agenda, i.e. before an election it would be more harsh. 39. If a Kurd has performed political activities in Europe, as for instance written critical things about the political freedom in Iran in a blog or in another online media, or if the person has provided information to foreign media, it would have significance. However, the severity of the problem that this person might face by the authorities would also depend on the content and scope of activities abroad, as well as his level of activism upon return to Iran. (...)

Meeting with an associate professor at a Danish University, Copenhagen, 28 August 2017(...) With regard to whom the authorities will target, the source explained that anyone outspoken about Kurdish ethnic and religious rights and Sunni identity on for example social media can be in focus. Furthermore, the source said, **it is reasonable to assume that people active on the social media are a target of some kind of monitoring by the authorities.** People belonging to particular tribes and particular mosques are a target. **Families, individuals or tribes who are affiliated with women rights, Kurdish rights or suspected of having separatist sympathies are targeted.** In this connection it was mentioned that families traditionally affiliated with political parties and families connected to smuggling are a target of monitoring by the regime. Some local Sunni-Muslim sheikhs are also a target and recently, they have been accused of Wahhabi and Islamic State propaganda by the authorities. The information concerning the sheikhs is difficult to verify but it has been mentioned in the media. » Source: Danish Refugee Council (DRC); Danish Immigration Service (DIS): Iran: Issues concerning persons of ethnic minorities, including Kurds and Ahwazi Arabs, 23 février 2018, p. 5-6;14; 16-17; 19-20, 22-23: www.ecoi.net/en/file/local/1426253/1788_1520517984_issues-concerning-persons-of-ethnic-minorities-including-kurds-and-ahwazi-arabs.pdf.

DIS/DRC, avril 2009:

«A person who deserts from the army will have to continue the military service upon return, if he is under the age of 40. Individuals who are over the age of 40 will not be asked to do military service. If a person has deserted or evaded the military service and returns to Iran after the age of 40, he will receive a financial punishment and possibly imprisonment. This is subject to arbitrary ruling. However, if the person has been subject to a pardon he will not face punishment on return to Iran. According to the Attorney at Law, a person who evades military service may be punished. According to Military Law, if a person had to serve 20 months of military service and evades, the length of the service will increase to 24 or 26 months. The Attorney at Law added that according to “previous legislation” a person may also be fined a few thousand US Dollars instead of serving extended military service. However, the Attorney at Law stated that it is still to be seen how recent changes in law are used in practice, i.e. whether a person will be fined or must serve extra time.» Source: Danish Immigration Service (DIS) und Danish Refugee Council (DRC), Fact finding mission to Iran- Human Rights Situation for Minorities, Women and Converts, and Entry and Exit Procedures, ID Cards, Summons and Reporting, etc. 24 August - 2 September 2008, avril 2009, p. 47: www.nyidan-mark.dk/NR/rdonlyres/90D772D5-F2DA-45BE-9DBB87E00CD0EB83/0/iran_report_final.pdf.

HRC, 2018:

«The Special Rapporteur is [...] deeply concerned by reports of individuals from the Kurdish community having been persecuted, arrested, and sentenced to death for their political affiliation or beliefs. According to information received, as of 31 October 2017, 1,828 Kurds had been detained by the authorities on charges related to various activities such as environmental activism, eating in public during the month of Ramadan, working as border couriers engaged in smuggling illicit goods, or for celebrating the results of the referendum held in neighbouring Iraqi Kurdistan. Information received indicates that 114 of these detainees were charged with political or security - related crimes, often for engaging in civic activism or because of their membership in Kurdish political parties. Some face long prison sentences, lashes and/or heavy financial penalties. Among these prisoners, there are individuals who are workers, teachers, kulbars (border couriers), artists, and human rights activists. In 2017, information received indicates that at least 64 Kurdish prisoners were executed by the authorities, and at least 16 Kurdish political prisoners were reportedly subjected to torture or ill-treatment, with 31 going on hunger strikes to protest the circumstances surrounding their arrest and detention. 15 were denied basic rights such as visitation by their family members, and 15 others were deprived of adequate medical care. [...] The health situation of Zeynab Jalalian in this regard is of continuing concern. She has been on medicinal strike since February 2017 to protest the lack of adequate medical care afforded to her. She is serving a life sentence following her arrest in 2007 for alleged membership of a prohibited group.»

Source: HRC – UN Human Rights Council (formerly UN Commission on Human Rights): Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran [A/HRC/37/68], 12 mars 2018, p. 16-17: https://www.ecoi.net/en/file/local/1443624/1930_1537276852_g1806060.pdf

UK Home Office, 2018:

«Fair trial The 2016 DFAT Report noted that: ‘When dealing with political cases or during times of social unrest, the judiciary has shown a high tolerance for security authorities bypassing the legal system. There have been a significant number of credible NGO and

media reports concerning show trials, arbitrary arrest and forced confessions. In addition, detainees, including but not limited to political detainees, may be denied adequate access to a lawyer. Foreign-based advocacy groups regularly make credible allegations of trials being held without the presence of a defence lawyer, or without sufficient pre-trial access to a lawyer.¹¹² Amnesty's 2017/18 report stated that: **'Trials, including those resulting in death sentences, were systematically unfair. There were no independent mechanisms for ensuring accountability within the judiciary. Serious concerns remained that judges, particularly those presiding over Revolutionary Courts, were appointed on the basis of their political opinions and affiliation with intelligence bodies, and lacked legal qualifications. 'Fair trial provisions of the 2015 Code of Criminal Procedure, including those guaranteeing access to a lawyer from the time of arrest and during investigations, were routinely flouted.** The authorities continued to invoke Article 48 of the Code of Criminal Procedure to prevent those detained for political reasons from accessing lawyers of their own choosing. Lawyers were told they were not on the list approved by the Head of the Judiciary, even though no official list had been made public. 'Trials, particularly those before Revolutionary Courts, remained closed and extremely brief, sometimes lasting just a few minutes.'¹¹³ Human Rights Watch's world report 2018, covering events in 2017 ('HRW's 2018 report'): **'Iranian courts, and particularly the revolutionary courts, regularly fell short of providing fair trials and allegedly used confessions obtained under torture as evidence in court. Iranian law restricts the right for a defendant to access a lawyer, particularly during the investigation period.'**¹¹⁴ The USSD report for 2017 stated that: **'According to the constitution and law, a defendant has the right to a fair trial, to be presumed innocent until convicted, to have access to a lawyer of his or her choice, and to appeal convictions in most cases that involve major penalties. These rights were not upheld.** 'Panels of judges adjudicate trials in civil and criminal courts. Human rights activists reported trials in which authorities appeared to have determined the verdicts in advance, and defendants did not have the opportunity to confront their accusers or meet with lawyers. The law restricts the choice of attorneys to a government-approved list for defendants charged with crimes against national security and for journalists. 'When postrevolutionary statutes do not address a situation, the government advised judges to give precedence to their knowledge and interpretation of sharia (Islamic law). Under this method judges may find a person guilty based on their own "divine knowledge," or they may issue more lenient sentences. 'During the year human rights groups noted the absence of procedural safeguards in criminal trials. (...) 'Courts admitted as evidence confessions made under duress or torture. In her August 14 [2017] report, the UNSR stated that the government relied on physical and mental torture to coerce confessions from prisoners during pretrial detention and interrogations. Authorities also allegedly tortured prisoners and forced them to make videotaped confessions that the government later televised. 'The Special Clerical Court is headed by a Shia Islamic legal scholar, overseen by the supreme leader, and charged with investigating alleged offenses committed by clerics and issuing rulings based on an independent interpretation of Islamic legal sources. The constitution does not provide for the court, which operated outside the judiciary's purview. (...) The **August 2017 Report of the UN Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran noted that: 'Revolutionary courts continue to issue the vast majority of death sentences. Violations of the rights to fair trial and due process are systematic before these courts. Legal representation is denied during the investigation phase, lawyers are often refused access to information, many trials reportedly last only a few minutes, and no evidence other than confessions extracted through torture is considered for the imposition of a death sentence.'**» Source: UK Home Office, Country Policy and Information Note Iran: Background information, including actors of protection and internal relocation, septembre 2018, p.

39-41: www.ecoi.net/en/file/local/1443676/1226_1537340788_iran-background-cpin-v5-0-sep-tember-2018.pdf.

Ministère néerlandais des affaires étrangères, décembre 2013:

«Dienstweigeraars en deserteurs (...)

Bij desertie hangt de straf af van de omstandigheden waaronder de desertie heeft plaatsgevonden, zoals oorlogs- of vreedstijd, in dienst of met verlof, het type opdracht/missie, of hij deserteerde met of zonder wapens, munitie of ander oorlogsgerei, en of de zaak onder de jurisdictie van militaire rechtbanken (in vreedstijd) of militaire krijgsraad (in oorlogstijd) valt. Of de Iraanse autoriteiten in de praktijk een actief opsporings- en vervolgingsbeleid tegen dienstweigeraars en deserteurs voeren, is niet bekend.» Source: Ministère néerlandais des affaires étrangères (Ministerie van Buitenlandse Zaken), Algemeen Ambtsbericht Iran, décembre 2013, p. 49, 50: www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/24/iran-2013-12-24/aab-iran-2013.pdf.

OSAR, 2013:

«Das Regime Irans betrachtet Personen, die von der Staatsdoktrin abweichende Meinungen vertreten oder Menschenrechtsverletzungen des Regimes aufdecken, als Bedrohung. Es ist gut dokumentiert, dass solche Personen im Iran willkürlicher Haft und Folter ausgesetzt sein können.

Reaktionen von Führungsmitgliedern der Revolutionsgarde auf Desertionen und Befehlsverweigerungen. Angesichts zunehmender Desertationen und Befehlsverweigerungen von Mitgliedern verschiedener Sicherheitsbehörden betonte Ali Saeedi, der Repräsentant des Revolutionsführers Khomeini bei den Klerikern der Revolutionsgarde, im Jahre 2011, dass die Basij den Befehlen des Revolutionsführers ohne Ausnahme absoluten Gehorsam zu leisten hätten. ***Das iranische Regime reagiert offensichtlich mit grosser Härte auf Befehlsverweigerungen, da Nachahmer befürchtet werden. Gemäss Rooz Online will die Führung der Revolutionsgarde die Integrität der Revolutionsgarde, ihrer Familien und der Basij mit Hilfe von verschiedenen Massnahmen sicherstellen. Dazu würden auch «politische Kliniken», gehören, welche die «psychischen und politischen Krankheiten» der fehlbaren Mitglieder der Revolutionsgarde und der Basij behandeln würden.***

Dokumentierte Konsequenzen im Falle von Befehlsverweigerungen der Basij-Mitglieder. In einem Interview in Channel News dokumentierte 2010 ein ehemaliges Mitglied der Basij, wie es wegen Befehlsverweigerung inhaftiert und misshandelt wurde. Gemäss eines Artikels der BBC Monitoring International Reports wurden sieben Mitglieder der Basij, welche im April 2011 den Befehl verweigert hatten, auf Demonstranten zu schießen, im Teheraner Evin-Gefängnis inhaftiert und im Beisein von Offizieren der Revolutionsgarde gefoltert. Der Führer der Revolutionsgarde soll des Weiteren eine Spezialeinheit der «Qods» beauftragt haben, Abtrünnige innerhalb der Basij und der Revolutionsgarde zu identifizieren, damit diese verhaftet und vor Gericht gebracht werden könnten.» Source: Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Iran, Austieg aus der Basij, 25 janvier 2013, p. 5: www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/mittlerer-osten-zentralasien/iran/iran-ausstieg-aus-der-basij.pdf.

The Guardian, 23 juillet 2015:

«All eligible Iranian men are required to do 21 months of military service in one of the three branches of the military: the police, the Revolutionary Guard, or the army. If you miss a day for any reason, they add on three. I'm told that superiors often add on days for a whole host of reasons, ranging from unsatisfactory job performance to just being in a bad mood. Entry-level soldiers are paid 800,000-1,000,000 rials a month (£17-21.50, \$27.00 - \$34.00). I'm told it's not even enough to cover travelling home when on leave.» Source: The Guardian, How I learned to stop worrying and love the Iranian army, 23 juillet 2015: www.theguardian.com/world/iran-blog/2015/jul/22/iran-military-uniform-gomrok-shopping-spree.

USDOS, avril 2018:

«c. Torture and Other Cruel, Inhuman, or Degrading Treatment or Punishment
Although the constitution prohibits all forms of torture "for the purpose of extracting confession or acquiring information," use of physical and mental torture to coerce confessions remains prevalent, especially during pretrial detention. There were credible reports that security forces and prison personnel tortured and abused detainees and prisoners throughout the year. Commonly reported methods of torture and abuse in prisons included threats of execution or rape, forced virginity and sodomy tests, sleep deprivation, electroshock, burnings, the use of pressure positions, and severe and repeated beatings. UNSR Jahangir highlighted reports of prisoners being subjected to blackmail, beating, and other physical abuse. Human rights organizations frequently cited some prison facilities, including Evin Prison in Tehran and Rajai Shahr Prison in Karaj, for their use of cruel and prolonged torture of political opponents of the government, particularly Wards 209 and Two of Evin Prison, which were reportedly controlled by the IRGC. Authorities also allegedly maintained unofficial secret prisons and detention centers outside the national prison system where abuse reportedly occurred. Judicially sanctioned corporal punishments continued. These included flogging, blinding, stoning, and amputation, which the government defends as "punishment," not torture. Iran Human Rights reported the case of three prisoners accused of theft having their hands amputated on September 21 at Qom Central Prison. UNSR Jahangir reported that in January, Hossein Movahedi, a reporter in Najafabad accused of disseminating falsehoods, was flogged for inaccurately reporting the number of student-owned motorcycles impounded by the Najafabad police department. Extrajudicial punishments involving degrading public humiliation of alleged offenders were also frequently reported throughout the year.» Source: US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iran, 20 avril 2018: www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2017/nea/277241.htm.

War Resisters' International (WRI), 5 avril 1998:

«Draft evasion and desertion are punishable under the 1992 Law on Punishment of Crimes Concerning the Armed Forces, which prescribes different penalties for permanent and for temporary members of the armed forces. The following information concerns the possible punishment for temporary members of the armed forces (conscripts). Absence without leave for more than 15 days without a valid reason is punishable by six months' to two years' imprisonment and/or 12 months extension of military service; Desertion is punishable by two to 12 months' imprisonment in case the deserter surrenders himself to the authorities. Those who avoid call-up for military service are considered deserters. [10]

In 1996 the Tazi'rat (the Islamic criminal code) was amended to prescribe harsher punishments for several offences. Although draft evasion and desertion are not specifically mentioned in the Tazi'rat, it seems likely that some articles, notably arts. 504 and 509, apply to draft evasion and desertion. [2] [11]

According to art. 504: "Whoever manages to incite the armed forces, or who in one way or another assists the armed forces, to rebellion, desertion, surrender or non-performance of their military duties shall be considered a Muhaarib if he intended to overturn the government or to enable the defeat of own forces by the enemy; otherwise, if the actions taken by him have been effective he will be sentenced to from two to ten years' imprisonment, and if they are not, he will be sentenced to six months' to three years' imprisonment." (**A Muhaaribis someone who takes up arms against the Islamic government**).» Source: War Resisters' International (WRI), Iran, 5 avril 1998: www.wri-irg.org/programmes/world_survey/reports/Iran.